

# Les Algériens supputent sur les intentions du régime

ALGÉRIE La mobilisation bat son plein pour les manifestations de vendredi prochain

► Après le renoncement du président Bouteflika à briguer un cinquième mandat, le pays retient son souffle.

► Chacun s'interroge sur les manœuvres du régime.

ALGER

DE NOTRE CORRESPONDANTE

En une mosaïque de post-it jaunes, roses et verts collés sur le mur, place Audin, au centre-ville d'Alger, les étudiants ont trouvé une nouvelle façon de protester. « Laissez-nous tranquilles ! », « Je n'aime pas les voleurs », « On s'est réveillés, on va devenir votre problème », peut-on lire sur les petits bouts de papier. Comme un nouveau signe de résistance à la nouvelle offre du président Bouteflika, présentée lundi dans un message lu en son nom.

Le package – un renoncement au cinquième mandat (mais une prolongation du quatrième), un report des élections, l'organisation d'une conférence nationale et un remaniement gouvernemental – n'a clairement pas eu l'effet escompté. Les étudiants et les lycéens sont restés dans la rue, des employés du secteur public et privé ont poursuivi leurs sit-in et de nouveaux appels à manifester vendredi 15 mars ont été lancés sur les réseaux sociaux.

« La présidence se retrouve face à la rue »

« C'est la grande faute de Bouteflika », souligne Tarik Mira, de l'Initiative pour la refondation démocratique, un espace d'expression citoyenne. « Il a cassé toute intermédiation politique [partis, syndicats, associations], alors maintenant, la présidence se retrouve face à la rue.

Il ne nous reste qu'à trouver un compromis, un nouveau consensus avec la société civile et l'opposition politique, en choisissant bien les personnes auxquelles on va faire appel. Sinon le processus de transition va s'enliser. »

Loin de ces préoccupations sur l'avenir de la démocratie, à la périphérie du cercle présidentiel, où se trouvent de fidèles partisans du chef de l'État, une source dénonce une « manipulation » fomentée par Lakhdar Brahimi, ex-diplomate nommé à la tête de la conférence nationale, et Ramtane Lamamra, vice-Premier ministre (un poste créé lundi) qui retrouve son poste de chef de la diplomatie (il l'avait occupé de 2013 à 2017).

## Purger le système

« Ce sont eux qui ont appelé Saïd Bouteflika, qui a confiance en eux, pour lui parler de ce plan de sortie de crise, mais ils poursuivent en réalité des agendas personnels », dénonce notre interlocuteur. Sous la pression de la rue, mais aussi des oligarques qui ont intérêt à ce que le président reste en place – et d'une poignée de sécuritaires – Saïd, qui dès le départ aurait préféré

que son frère se retire de la course, aurait cédé au plan proposé par les deux diplomates.

« Il est intéressant de se demander pourquoi le poste de vice-Premier ministre a été créé », souligne un ancien haut cadre de l'État qui voit dans le duo formé entre Bedoui (le nouveau Premier ministre) et Lamamra une illustration des rapports de force entre les Bouteflika et leurs obligés [Haddad, le patron des patrons ou Sella, l'ex-Premier ministre et directeur de campagne] et certains courants de l'État qui voudraient purger le système de la mafia qui gangrène la décision politique.

Dans les réseaux de l'ex-DRS (que l'on retrouve dans l'armée, la police, la gendarmerie et l'administration), on estime que cet attelage est « une solution par défaut ». « Le Conseil constitutionnel ne pouvait ni valider la candidature de Bouteflika, la rue ne l'aurait jamais accepté, ni l'invalider », explique une source sécuritaire en évoquant la date limite de validation des présidentiables mercredi 13 mars. « Il fallait trouver une issue », conclut-il en laissant entendre que celle-ci avait l'avantage de plaire aux partenaires de l'Algérie, la France et les États-Unis.

Le politologue Rachid Tlemçani revient à un décryptage plus basique : « Ils [les décideurs] sont en train d'appliquer le premier scénario prévu et de lui donner une légitimité populaire : faute d'entente entre eux,

ils ont choisi par défaut l'option du cinquième mandat. Ils voulaient une à deux années de plus ? C'est fait ! ».

Cette analyse est globalement partagée même à l'intérieur de l'État : face à la pression populaire, l'objectif premier est de gagner du temps pour qu'un consensus se forme autour du candidat de la succession, dont le nom sera probablement donné par la conférence nationale. Pour connaître le nom de l'heureux « élu », il faudra donc attendre fin 2019. ■

ADLÈNE MEDDI

## ÉCRIVAINS MOBILISÉS

### Daoud, Khadra et Sansal ravis

De célèbres écrivains algériens prennent fait et cause pour la rue et la jeunesse algériennes. Kamel Daoud, Yasmina Khadra et Boualem Sansal, multiplient ainsi les interventions de soutien à la contestation. D'autres écrivains algériens, moins connus, plus jeunes, célèbrent aussi la contestation sur les réseaux sociaux. Mais ces auteurs plus médiatiques sont emblématiques d'une génération ayant traversé – pour les plus âgés – l'indépendance, le FLN (Front de libération nationale, au pouvoir), le « printemps » avorté de libéralisation en 1988, et la guerre civile des années 90 après l'annulation des législatives remportées par les islamistes. (d'après afp)

## le témoin Belkacem Amarouche : « Le régime veut duper le peuple »

### ENTRETIEN

**D**éputé algérien de l'étranger, membre du Conseil national du Front des forces socialistes (FFS, l'un des rares partis algériens authentiquement d'opposition), le juriste Belkacem Amarouche, 45 ans, vit en Belgique depuis une vingtaine d'années. Il suit évidemment de très près les événements de ces dernières semaines dans son pays.

#### La mobilisation contre le cinquième mandat du président Bouteflika vous a étonné ?

*C'est tout le peuple algérien qui a été touché dans sa dignité par cette candidature. Bouteflika est en place depuis vingt ans. Sa candidature, pour notre jeunesse – majoritaire – qui n'a connu que lui, représentait une humiliation de plus. La goutte qui a fait déborder le vase des frustrations. Et quand on dit Bouteflika, on pense à tout un « système », un*

*système qui a emprisonné la population : c'est ce régime et tous ceux qui se cachent derrière cette expression qui sont massivement rejetés. Que penser, d'ailleurs, de ce président qui est censé avoir signé sa candidature puis qui dit quelques jours plus tard dans son communiqué du 11 mars qu'il n'avait jamais été question qu'il soit candidat ?*

#### Dans ce texte, il annule sa candidature et aussi les élections. Beaucoup d'Algériens disent se méfier de la manœuvre...

*Oui car on voit très bien ici une énième ruse de ce pouvoir pour duper le peuple. Un quatrième mandat prolongé n'était pas notre revendication, bien sûr. A la date des élections an-*

*nulées, ce 18 avril, Bouteflika et son régime vont d'ailleurs sortir de la légalité constitutionnelle. Les gens qui incarnent ce régime doivent partir. Il manque, pour le moment, un échancier clair : une conférence nationale pour une réconciliation avec un processus constitutif défini de manière consensuelle des élections. C'est pourquoi la jeunesse algérienne appelle à manifester plus massivement encore dès vendredi prochain, pour s'opposer fermement à la prolongation du quatrième mandat et aussi pour dire à ceux qui se cachent derrière*

*Bouteflika qu'ils doivent s'en aller. Le peuple n'en veut plus. La rupture est totale. On veut un changement de paradigmes. De valeurs. La liberté, une chance pour chacun, la justice sociale, la fin de la corruption et des privilèges. L'Algérie est porteuse d'un potentiel humain énorme et devrait profiter de ses richesses naturelles.*

#### Existe-t-il un risque de dérapage violent de la part du régime ? Cela s'était produit en 1988 puis en 1992...

*Oui, le risque existe car ce pouvoir se nourrit de la violence. Nous appelons les Algériens à déjouer les plans machiavéliques du pouvoir et à continuer sur la voie de la mobilisation pacifique. Celle-ci, notons-le, se développe aussi au sein des communautés algériennes à l'étranger, dans de nombreux pays. Je veux aussi ici remercier les forces de l'ordre pour*

*leur comportement responsable. On voit qu'une partie de l'administration lâche la dictature, ça peut faire bouger les lignes. Qu'en est-il de l'armée,*

*pilier essentiel ? Son chef, le général Gaid Salah, a assuré dans "Jaich", le journal de son institution, que l'armée restait fidèle au peuple, est-ce juste de la langue de bois ? En tout cas, l'armée n'est pas intervenue jusqu'ici. Les décideurs au sein de l'armée ne soutiennent peut-être plus Bouteflika et son entourage. Des fissures apparaissent en tout cas, comme on le voit dans l'attitude d'associations traditionnellement loyales au régime telle l'Organisation nationale des moudjahidines (les anciens combattants de l'indépendance).*

#### Quel scénario idéal voyez-vous ?

*Une conférence nationale consensuelle qui verrait la participation pluraliste de tous les courants politiques, syndicaux et de la société civile devrait prendre le relais. A cet égard, il faut saluer l'engagement dans la contestation pacifique des avocats, des magistrats, des médecins et infirmiers, des syndicalistes, des lycéens, des universitaires, et j'en oublie ! Il faut également observer l'absence des traditionnels clivages religieux et culturels dans cette mobilisation pour que le régime dégage. Vous savez, nous sommes proches du 19 mars, date anniversaire des accords d'Evian qui, en 1962, avaient abouti à l'indépendance. La terre de l'Algérie était alors libérée du colonisateur, mais nous ne sommes pas encore libérés de notre dictature. Cette fois pourtant, l'espoir d'une refondation de la république algérienne sur la base de la liberté devient réel. ■*

Propos recueillis par  
BAUDOUIN LOOS